

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen
udrd.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr

Rouen, le 11/03/2026

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/02/2026

Partie nominative

VALOR'CAUX

Mairie
Place Delahaye
76760 Yerville

Affaire suivie par : Laëtitia STEPHAN
Téléphone : 0232919791
Courriel : laetitia.stephan@developpement-durable.gouv.fr
Références : UDRD.2026.02.T.093
Code AIOT : 0005802753

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 17/02/2026 de l'établissement VALOR'CAUX implanté lieu-dit La Briquetterie 76450 Grainville-la-Teinturière. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Participant(es) à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :

Laëtitia STEPHAN, Unité départementale de Rouen-Dieppe, Equipe Territoriale, inspectrice de l'environnement

Participant(es) à l'inspection, hors inspection des installations classées :

- Mme ROSCHENKO - Directrice VALOR'CAUX
- M. CHEVALLIER - Chargé de réglementation installations classées Normandie, VEOLIA
- M. GASTEBOIS - Directeur métier stockage VEOLIA
- M. BEILLARD - Responsable d'exploitation
- M. LEFEBVRE - Agent d'exploitation

Le courriel d'échange avec l'administration est cyrielle.roschenko@veolia.com.

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
L'inspectrice de l'environnement	L'inspectrice de l'environnement	Le chef d'unité départementale
Validé le 06/03/2026 à 15:08:00 Laëtitia STEPHAN	Validé le 10/03/2026 à 11:43:00 Nadia ABIDA	Validé le 11/03/2026 à 09:16:00 Christophe HUART

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 17/02/2026 de l'établissement VALOR'CAUX implanté lieu-dit La Briquetterie 76450 Grainville-la-Teinturière, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Au regard des constats, il est attendu de l'exploitant de réaliser des **actions correctives** dans le but d'un retour à la conformité pour la liste de point(s) de contrôle ci-dessous :

- **1/ Situation administrative** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2009 article : 1.2
- **2/ Détection et surveillance** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018 article : 4.1.1
- **5/ Cartographie des émissions diffuses** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016 article : 21

Les justifications associées (explicatifs, documents, photographies, etc), prouvant la mise en œuvre des actions correctives précitées, doivent être transmises sous le même délai. Dans l'hypothèse où les actions correctives n'auraient pas été réalisées ou justifiées dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Au regard des constats, il est nécessaire de fournir les **justificatifs** prouvant le respect de la conformité pour la liste de point(s) de contrôle ci-dessous :

- **1/ Situation administrative** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2009 article : 1.2
- **2/ Détection et surveillance** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018 article : 4.1.1
- **4/ Suivi des eaux souterraines** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2009 article : 9.2.6
- **5/ Cartographie des émissions diffuses** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016 article : 21
- **6/ Déclaration des émissions polluantes sur GERP** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008 article : 4

Dans l'hypothèse où les justificatifs ne seraient pas fournis dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 11/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VALOR'CAUX

Mairie
Place Delahaye
76760 Yerville

Références : UDRD.2026.02.T.093
Code AIOT : 0005802753

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/02/2026 dans l'établissement VALOR'CAUX implanté lieu-dit La Briquetterie 76450 Grainville-la-Teinturière. L'inspection a été annoncée le 13/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 17 février 2026 a été programmée pour mettre à jour la situation administrative de l'établissement, suite à une télédéclaration de l'exploitant d'une nouvelle activité de transit et regroupement de déchets de collecte sélective.

Ce contrôle avait également pour objectif de vérifier les conditions d'autosurveillance de la qualité des eaux souterraines au droit du site.

Enfin, certains points de la réglementation ont été vérifiés par sondage dans le cadre d'une action nationale sur les moyens de prévention du risque incendie dans les installations de tri, transit et regroupement de déchets non dangereux, et d'une action nationale sur les émissions diffuses de gaz à effet de serre dans les installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND) en post-exploitation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALOR'CAUX
- lieu-dit La Briquetterie 76450 Grainville-la-Teinturière
- Code AIOT : 0005802753
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de GRAINVILLE-LA-TEINTURIERE est exploité par la société VALOR'CAUX, dans le cadre d'une délégation de service public du SMITVAD (Syndicat mixte de traitement et valorisation des déchets du Pays de Caux), pour le traitement et le stockage des ordures ménagères résiduelles.

Le stockage d'ordures ménagères sur le site est en post-exploitation depuis 2016. Par ailleurs, un quai de transfert d'ordures ménagères résiduelles du SMITVAD et du SEVEDE (Syndicat d'élimination et de valorisation énergétique des déchets de l'estuaire) est exploité sur le site, pour assurer le transport des déchets ménagers vers le site de traitement de BRAMETOT (également exploité par VALOR'CAUX). Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral du 12 février 2009.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Accidentologie TTR
- AN26 Fuites GES ISDND
- AR - 2
- Déchets
- Eaux souterraines
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 19/02/2009, article 1.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Détection et surveillance	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Suivi des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 19/02/2009, article 9.2.6	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
5	Cartographie des émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Déclaration des émissions polluantes sur GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Rondes	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 17 février 2026 permet d'acter que le site relève désormais de la rubrique n°2714, sous le régime de la déclaration, pour le transit de déchets de collecte sélective.

Dans le cadre de cette visite d'inspection, il est demandé à l'exploitant d'adresser à l'inspection des retours et des justificatifs sur les sujets suivants :

- le respect des hauteurs de parois coupe-feu et/ou des hauteurs de stockages de déchets, en respect des conditions d'entrée des modélisations des flux thermiques en cas d'incendie des stockages sur le quai de transfert d'ordures ménagères et de déchets de collecte sélective,
- le maintien d'un volume disponible dans le bassin de stockage de lixiviats, pour le confinement des eaux susceptibles d'être polluées en cas d'incendie des déchets stockés sur le quai de transfert,
- la mise en service et le bon fonctionnement des installations de détection incendie et de levée de doute,
- la réalisation d'une cartographie des émissions diffuses de méthane au travers des couvertures des casiers de stockage de déchets non dangereux,
- les justificatifs de calculs des volumes des émissions de méthane et de dioxyde de carbone, en post-exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND).

Concernant le piézomètre 1, le forage étant considéré comme abandonné puisque n'étant plus utilisé depuis plus de 10 ans pour la surveillance des eaux souterraines du site, ce forage doit être comblé. **Il est donc demandé de combler le piézomètre n°1 afin de protéger la ressource en eaux souterraines, en suivant les règles de l'art (norme NFX31-614).**

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2009, article 1.2
Thème(s) : Situation administrative, Instruction dossier déclaration rubrique 2714
Prescription contrôlée : <u>Article 1.1 de l'arrêté du 01/06/2012, modifiant l'article 1.2.1 de l'arrêté du 19/02/2009 : liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées</u> L'établissement Valor'Caux est autorisée à exploiter sur le site de Granville-la-teinturière un quai de transfert relevant de la rubrique n°2716-2 (installation de transit, regroupement, tri de déchets non dangereux non inerte), le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant de 500 m ³ <u>Article 1.71 : Porter à connaissance</u> Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation

Constats :

La société VALOR'CAUX est autorisée par arrêté préfectoral du 19/02/2009 modifié par l'arrêté du 01/06/2012 à exploiter une installation de transit, regroupement, tri d'ordures ménagères au titre de la rubrique n°2716 de la nomenclature des installations classées pour l'environnement (ICPE), sous le régime de la déclaration, le volume maximum susceptible d'être stocké étant de 500 m³.

Le 03/12/2025, l'exploitant de la société VALOR'CAUX a télédéclaré une nouvelle activité de transit et regroupement de déchets non dangereux de collecte sélective, relevant de la rubrique n°2714, sous le seuil de la déclaration, le volume susceptible d'être présent étant de 270 m³. Ce quai de transfert est destiné à regrouper les déchets issus de la collecte sur les territoires de la communauté de communes Côte d'Albâtre, adhérente au SMITVAD, pour ensuite être évacués vers un centre de tri au Havre.

Le site est par ailleurs autorisé pour exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux relevant de la rubrique n°2760, aujourd'hui en post-exploitation. Cette activité ne présente pas d'interaction avec l'activité de quai de transfert dans le bâtiment d'exploitation du site.

L'exploitant précise dans son dossier que les activités de transit et regroupement de déchets de collecte sélective seront séparées des activités de transit et regroupement d'ordures ménagères résiduelles.

Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté que le hangar constituant le quai de transfert est séparé en deux zones distinctes, permettant d'éloigner les stockages d'OMr et de collecte sélective avec une surface libre de tout stockage d'environ 10 m.

Cette télédéclaration est complétée par :

1/ une modélisation des flux thermiques en cas d'incendie du stockage de déchets de collecte sélective et d'ordures ménagères :

La palette modélisée par l'exploitant sur l'outil Flumilog pour un incendie de déchets de collecte sélective est composée à 50 % de polyéthylène, et à 50 % de carton, tandis que la palette utilisée pour réaliser la modélisation d'un incendie d'ordures ménagères est composée de polyéthylène (32,3%), de carton (32,3%), d'acier (9,1%), et de verre (20,3%). L'exploitant a déclaré que ces compositions sont basées sur des caractérisations réalisées en interne, en étant majorants sur le pourcentage de composés plastiques.

Les conditions de modélisation des volumes de stockage (surfaces et hauteurs de stockage) ont été vérifiées lors de la visite des installations, et elles sont respectées.

La présence et la hauteur des parois coupe-feu précisées dans la modélisation ont également été vérifiées. La paroi coupe-feu à l'Est du stockage de collecte sélective était constituée de deux niveaux de blocs en béton, soit sur une hauteur d'environ 1,60 m. La hauteur de la paroi coupe-feu de 2,5 m dans les données d'entrée de la modélisation des flux thermiques n'était donc pas respectée.

Par ailleurs, l'inspection a constaté que :

- des sacs d'ordures ménagères étaient tombés ou étaient sur le point de tomber de l'autre côté de ce muret (au Nord et à l'Est),
- des déchets de collecte sélective sont susceptibles de passer au-dessus des parois coupe-feu Est et Sud de leur case de stockage, et de tomber à l'extérieur du hangar de stockage.

Les résultats des modélisations incendie des deux stockages démontrent une absence de flux thermiques en dehors des limites de la propriété, et l'absence de propagation d'un incendie d'un stockage à un autre (flux des effets dominos de 8 kW/m²), à la condition de respecter les données d'entrée de la modélisation (hauteur des parois coupe-feu).

Par courriel du 02/03/2026, l'exploitant a transmis à l'inspection un bon de commande de blocs en béton supplémentaires pour rehausser les parois coupe-feu entourant les stockages.

2/ un calcul des besoins en eaux d'extinction incendie (calcul D9 du guide CNPP de juin 2020), et du volume de confinement (calcul D9A du guide CNPP de juin 2020), nécessaire pour contenir les eaux d'extinction en cas de sinistre :

Le calcul des besoins en eau d'extinction de l'exploitant repose entre autre sur une détection incendie 24h/24. Cette détection incendie n'était pas encore fonctionnelle le jour de l'inspection objet de ce rapport (Cf. sujet développé au point de contrôle n°2).

Le calcul D9 conclut en un besoin de 60 m³/h durant 2h. Ce débit peut être fourni par le poteau incendie privé implanté à l'entrée du site, à environ 100 m des stockages de déchets. D'après le site de consultation de la DECI en Seine-Maritime, tenu à jour par le SDIS 76, une reconnaissance du 10/11/2025 conclut au fait que le poteau est fonctionnel. L'inspection a également consulté le dernier rapport de contrôle externe du poteau, réalisé le 30/04/2025, au cours duquel un débit d'eau d'extinction de 92 m³/h a été mesuré à une pression de 3,4 bars. L'exploitant a déclaré que ce poteau incendie est alimenté par le réseau d'eau communal.

Pour le calcul des besoins en confinement (D9A), l'exploitant a précisé à l'inspection que les 570 m² de surface de drainage pris en compte pour le calcul du volume d'eau lié aux intempéries correspondent à la surface totale des bâtiments (hangars utilisé pour le quai de transfert, bureau, et ancien bâtiment d'exploitation aujourd'hui utilisé en atelier). Ce calcul est donc majorant.

Enfin, le calcul D9A a défini un besoin en confinement d'eau susceptible d'être polluée en cas d'incendie de 126 m³. L'exploitant a indiqué que les eaux d'extinction en cas d'incendie seront dirigées, via un avaloir dans le hangar du quai de transfert, dans le bassin de stockage de lixiviats de l'ISDND.

Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté que le bassin de lixiviats était à un niveau haut de remplissage, et aucune limitation de remplissage ne permettait de garantir un volume de rétention de 126 m³ disponible en permanence dans ce bassin.

L'exploitant a précisé que ce bassin fait l'objet d'un relevé quotidien de son niveau, qu'il est vidangé 3 à 5 fois/semaine, et que la fréquence de vidange peut être augmentée lors des périodes pluvieuses.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°1 : sous 2 mois, l'exploitant justifiera à l'inspection :

- que la paroi coupe feu au Nord et à l'Est du stockage d'ordures ménagères a été réhaussée pour atteindre au minimum 2,5 m de hauteur ;
- que les parois Est et Sud de la case de stockage de déchets de collecte sélective ont été réhaussées, ou que le stockage de déchets est limité pour ne pas dépasser la hauteur des parois existantes ;
- la matérialisation de la hauteur maximum de stockage de lixiviats dans le bassin dédié permettant de garantir un volume de 126 m³ disponible en toutes circonstances pour le confinement des eaux susceptibles d'être polluées en cas d'incendie.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : 2/ Détection et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1.1
Thème(s) : Actions nationales 2026, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela.</p> <p>Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein de l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute, et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas lorsque les déchets combustibles ou inflammables sont uniquement stockés dans des petits îlots.</p> <p>L'exploitant fait réaliser les vérifications périodiques prévues à l'article 68 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé au moins une fois par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclaré à l'inspection avoir sélectionné un devis pour l'installation d'un système de détection incendie composé de deux détecteurs de flammes, l'un orienté vers le stockage d'ordures ménagères, et l'autre vers le stockage de déchets de collecte sélective, en fonctionnement 24h/24.</p> <p>En cas de détection, une alerte sera transmise sur les téléphones d'astreinte de Valor'Caux. En horaires ouvrés, le responsable d'exploitation pourra réaliser la levée de doute et alerter les secours si besoin. En dehors des heures ouvrées, le personnel d'astreinte de Valor'Caux procédera à une levée de doute grâce à deux caméras de vidéosurveillance, qui seront positionnées à proximité des détecteurs de flammes, puis transmettra l'alerte au SDIS en cas d'incendie.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de confirmer qu'une alarme sonore perceptible en tout point du périmètre concerné serait associée à la détection incendie.</p> <p>Lors de la visite, les installations de détection de flammes et de vidéosurveillance n'étaient pas encore commandées. L'exploitant a indiqué que le devis avait été validé par le SMITVAD, et qu'un avenant était en cours de signature entre le SMITVAD et VALOR'CAUX pour financer ces installations. L'exploitant a précisé que le délai d'approvisionnement était de 6 semaines à partir de la commande.</p>

Par courriel du 02/03/2026, l'exploitant a indiqué que depuis le 20/02/2026, tous les intervenants sur le site doivent renseigner leur numéro de téléphone sur le registre d'accueil afin d'être en permanence joignables en cas d'évacuation du site. L'exploitant a également transmis le bon de commande de l'installation de détection incendie, et a confirmé qu'une alarme sonore est prévue dans l'installation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Demande n°2 : sous 2 mois, l'exploitant justifiera à l'inspection de la mise en service et du bon fonctionnement des installations de détection et de vidéosurveillance du quai de transfert, déclenchant une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné, en cas de détection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Rondes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes :</p> <p>a) Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site ;</p> <p>b) Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués.</p> <p>II. - L'exploitant détermine les consignes concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ; - le parcours des rondes et les points d'observation ; - la formation du personnel concerné ; - le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ; - les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que le dernier arrivage de déchets (OMr et collecte sélective) intervient tous les jours à 13h au plus tard sur le site de Grainville-la-Teinturière, et que l'agent d'exploitation quitte le site à 16h.</p> <p>L'inspection a constaté que l'agent d'exploitation renseigne une base de données interne à VALOR'CAUX, en indiquant l'heure de départ du dernier camion apportant des déchets. Toutefois, l'heure de réalisation de la ronde n'était pas tracée sur la base de données.</p> <p>L'agent d'exploitation a déclaré qu'il réalise une ronde de surveillance 2h après le dernier arrivage de déchets, à l'aide d'une caméra thermique. Une démonstration du fonctionnement de cette caméra a été effectuée devant l'inspection. Toutefois, aucune consigne n'a été formalisée pour définir les actions de surveillance renforcée et/ou d'alerte des secours en fonction de la température détectée dans le stockage de déchets.</p>

Par courriel du 02/03/2026, l'exploitant a justifié par l'intermédiaire d'une capture d'écran que les champs du logiciel interne permettant de formaliser les rondes de surveillance ont été complétés afin de tracer l'heure de la dernière ronde, en complément de l'heure de passage du dernier camion de livraison de déchets.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation n°1 : il est recommandé à l'exploitant de formaliser la surveillance avec la caméra thermique lors des rondes quotidiennes 2h après le dernier arrivage de déchets, afin de définir des seuils de température, associés à des actions de surveillance renforcée et d'alerte des secours.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suivi des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2009, article 9.2.6

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles des piézomètres

Prescription contrôlée :

L'autosurveillance des effets sur l'environnement consiste en une surveillance des eaux souterraines. Celle-ci s'opère au moyen d'au moins 5 piézomètres. Les piézomètres sont géo référencés. Les têtes de puits sont protégées par des couvercles cadennasés. Les prélèvements d'échantillons ont lieu la même semaine dans tous les piézomètres. Ils s'accompagnent d'un relevé piézométrique et d'une analyse des paramètres listés dans l'article 9.2.6 de l'arrêté préfectoral du 19/02/2009, en suivant une fréquence semestrielle pour certains paramètres, et une fréquence annuelle pour les autres paramètres.

Constats :

D'après l'arrêté du 19/02/2009, Valor'Caux dispose de 5 piézomètres (PZ) pour réaliser un suivi de la qualité des eaux souterraines au droit de son site :

- les PZ 1, 3 et 4 en amont hydraulique des installations de stockage de déchets (d'après les écoulements préférentiels de la nappe de la craie à Granville-la-teinturière),
- les PZ 2 et 5 en aval.

D'après les données archivées par l'inspection, ces PZ ont été réalisés aux dates suivantes :

- PZ 1, 2 et 3 : en 2005,
- PZ 4 : foré en 2007, dans le projet de se substituer au PZ 1 (à sec lors de chaque relevé), et de manière à disposer d'un PZ en amont hydraulique des casiers en cours d'exploitation à l'époque,
- PZ 5 : foré en janvier 2008, pour étendre la surveillance dans le cadre de l'exploitation du casier de stockage de déchets non dangereux n°5.

Par courrier du 02/08/2024, l'exploitant a sollicité l'arrêt du suivi du PZ1, en justifiant que le PZ1 est à sec à chaque mesure annuelle du niveau de la nappe depuis plus de 10 ans. L'inspection a donc acté, par courrier du 12/09/2024, que le piézomètre n°1 pouvait être retiré du programme d'autosurveillance des eaux souterraines de l'établissement, sous réserve qu'il soit comblé dans les règles de l'art, la réglementation et la norme en vigueur (Cf. arrêté ministériel du 11/09/2003 - norme NF X10-999 d'avril 2007) afin de préserver la qualité des eaux souterraines des pollutions de surface.

Lors de la visite des installations, l'inspection a réalisé les constats suivants :

- PZ 1 : ce piézomètre n'a pas été comblé, il ne disposait pas de margelle autour de sa base, et il était identifié. L'exploitant a indiqué que le SMITVAD ne souhaitait pas le combler, sans qu'une justification claire ne soit fournie ;
- PZ 2 : ce piézomètre était identifié, et disposait d'une margelle bétonnée d'environ 0,2 m² à sa base ;
- PZ 3 : ce piézomètre n'était plus identifiable, et ne disposait pas de margelle à sa base ;
- PZ 4 : ce piézomètre n'était plus identifiable, et disposait d'une margelle à sa base d'environ 0,3 m² ;
- PZ 5 : ce piézomètre était identifié, et ne disposait pas de margelle à sa base.

Les 5 piézomètres étaient correctement cadenassés le jour de l'inspection.

Par courriel du 02/03/2026, l'exploitant a justifié que les PZ 2, 3, et 4 ont été identifiés.

L'exploitant a par ailleurs transmis le positionnement du SMITVAD relatif à son souhait de ne pas combler le PZ1. En effet, le SMITVAD indique qu'il est préférable de conserver cet ouvrage pour les raisons suivantes :

- l'ouvrage n'est pas assez profond pour atteindre la nappe de la craie. Toutefois, il pourrait permettre de *"prélever de l'eau située dans la nappe des sables ce qui, bien qu'inutile aujourd'hui, pourrait représenter un intérêt lors de la période de surveillance des milieux, au terme du suivi de post-exploitation du site"*,
- c'est un possible point de prélèvement complémentaire au suivi réglementaire (ce PZ ne faisant plus partie du suivi actuel), voire point d'injection dans le cadre d'un traçage,
- il représente un coût élevé de création (et de comblement), nécessitant une analyse approfondie des coûts/bénéfices en amont de modifications du réseau de suivi.

Le SMITVAD a également adressé à Valor'Caux un devis relatif au comblement de cet ouvrage.

Sur la base de ces arguments, le SMITVAD sollicite la possibilité d'étudier le non-comblement de cet ouvrage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation n° 2 : Le piézomètre n°1 n'est plus utilisé pour la surveillance des eaux souterraines du site, et ce depuis plusieurs années, au motif que ce piézomètre est toujours à sec (le bilan annuel de 2016 indique que ce piézomètre est à sec "depuis plusieurs années"). C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le Pz4 a été foré.

Envisager un pompage dans la nappe des sables à partir de ce piézomètre semble donc impossible. Par ailleurs ce piézomètre situé seulement à quelques centimètres de la clôture du site, avec un champ cultivé de l'autre côté de la clôture, ne dispose pas de margelle pour prévenir l'infiltration des eaux souterraines. Cet ouvrage constitue donc aujourd'hui plutôt une source d'infiltration et de pollution de la nappe qu'un point de pompage potentiel.

Par ailleurs, il convient d'éviter les infiltrations d'eau autour des piézomètres n°3 et 5, dépourvus de margelle

Demande n°3 : il est demandé de combler le piézomètre n°1 dans un délai de 6 mois et de procéder à l'aménagement de margelles aux pieds des piézomètres 3 et 5. Les règles de l'art définies dans l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 et le guide BRGM de décembre 2009 pourront utilement être prises en compte pour ces opérations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Cartographie des émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21
Thème(s) : Actions nationales 2026, AN26 Fuites GES ISDND
Prescription contrôlée : IV. - Au plus tard deux ans après la première réception de déchets biodégradables, l'exploitant de toute installation recevant des déchets biodégradables réalise une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place. Dans le cas où ces émissions révèlent un défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à 6 mois. L'efficacité de ces actions correctives est vérifiée par un nouveau contrôle réalisé selon la même méthode au plus tard deux ans après la mesure précédente. L'ensemble des résultats de mesures et des actions correctives est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard trois mois après leur réalisation. Dans le cas où la cartographie des émissions diffuses de méthane ne révèle pas de défaut d'efficacité du système de collecte du biogaz, elle est renouvelée tous les cinq ans jusqu'à la fin de la période de post-exploitation. V. - L'exploitant établit un programme de détection et de réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives de gaz. L'exploitant peut recourir à une méthode par reniflage, une méthode de détection des gaz par imagerie optique ou à tout autre méthode de détection. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés des informations sur les fuites détectées ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.
Constats : L'exploitant a déclaré ne pas avoir réalisé de cartographie des émissions diffuses de méthane au travers des couvertures définitives de l'ensemble des casiers de stockage de déchets non dangereux, aujourd'hui en post-exploitation. L'exploitant a indiqué pouvoir réaliser dans les délais évoqués la campagne d'émission diffuse demandée par la DREAL.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Demande n°4 :</u> sous 2 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection une cartographie des émissions diffuses de méthane sur l'ensemble des installations de stockage de déchets non dangereux en post-exploitation, ainsi qu'un plan d'actions correctives en cas de détection d'émissions diffuses.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Déclaration des émissions polluantes sur GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, GERE
Prescription contrôlée : I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : - les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ; [...]

<p>Une déclaration est obligatoire en cas d'émissions :</p> <ul style="list-style-type: none"> • supérieure à 100 t/an de méthane (CH₄) ; • supérieure à 10 000 t/an de dioxyde de carbone (CO₂).
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclaré sur la plateforme GEREPE une émission de 18 418 tonnes de dioxyde de carbone (CO₂), au titre de l'année 2023. L'exploitant n'a pas déclaré d'émission de CO₂ pour l'année 2024.</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection que le volume de CO₂ émis à l'atmosphère est calculé à partir du nombre d'heures de fonctionnement de la torchère, du débit nominal de cette dernière, et de la composition du biogaz qui est mesurée périodiquement.</p> <p>L'exploitant n'a pas déclaré d'émissions diffuses de méthane (CH₄) pour les deux dernières années.</p> <p>L'inspection a présenté à l'exploitant le guide « Outil de calcul des émissions dans l'air de CH₄, CO₂, SO_x, NO_x issues des centres de stockage de déchets ménagers et assimilés » de l'ADEME du 14/03/2003. Ce guide permet d'estimer les émissions en CH₄ et CO₂ des installations de stockage de déchets non dangereux en post-exploitation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande n°5</u> : avant le 31/03/2026, l'exploitant justifiera à l'inspection les volumes de dioxyde de carbone et de méthane émis au cours de l'année 2025, en s'appuyant sur les méthodes de calculs du guide de l'ADEME du 14 mars 2003 « Outils de calcul des émissions dans l'air de CH₄, CO₂, SO_x, NO_x issus des centres de stockage de déchets ménagers et assimilés ».</p> <p>En cas de dépassements des seuils de déclaration réglementaires de méthane et de dioxyde de carbone, une déclaration GEREPE des tonnages émis sera effectuée avant le 31/03/2026, au titre de l'année 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>